

UE-Burundi : Le CNDD-FDD dénonce le fait que tous les sanctionnés soient des Hutus

RFI, 06-10-2015 Burundi : les sanctions de l'UE accusées de viser «une même ethnies» La semaine dernière, l'UE a décidé de sanctionner trois responsables des services de sécurité burundais : le directeur du cabinet police du président, le directeur adjoint de la police et un officier des services de renseignement. Mais l'Union européenne a également sanctionné un général putschiste. Le CNDD-FDD, le parti au pouvoir, dénonce le fait que tous les sanctionnés soient des Hutus, anciens du FDD, l'ex-rébellion de Pierre Nkurunziza. Et parle de «provocation».

En guise d'introduction, le CNDD-FDD, le parti du président Nkurunziza, accuse l'Union européenne d'avoir eu un rôle historique. «L'UE a fermé les yeux devant les atrocités qui étaient en train de se commettre par les pouvoirs en place [sous-entendu le régime tutsi Uprona, NDLR] sans même prendre des sanctions contre les responsables de ces massacres et génocide dirigés contre une ethnies», affirme ce communiqué, ajoutant : «Ici tout le monde devrait poser une multitude de questions». «Les sanctions prises contre les quatre Burundais d'une même ethnies hutus découlent pas d'une justice connue puisqu'il n'existe pas de justice pour une seule ethnies au monde», insiste le FDD. Le communiqué du parti au pouvoir cite deux exemples : le fait d'avoir sanctionné non pas le chef de la police, mais son adjoint, un Hutu, souligne le CNDD-FDD. Il cite aussi le cas du général Léonard Ngendakumana. Pourquoi lui et pas le général Cyrille Ndayirukiye ou des responsables tutsis de la société civile ? S'interroge en substance le parti au pouvoir dans ce communiqué. Le parti au pouvoir demande à l'Union européenne de revenir sur ces sanctions qui ne visent que «la division entre les Burundais». Il accuse également l'UE de vouloir saper les services de sécurité ou même de ne pas vouloir du dialogue interburundais tel qu'annoncé par le gouvernement.